

T2137 - 358 - 4,00 F

# le monde libertaire



rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 806 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

N° 358 JEUDI 15 MAI 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## LE PÈRE PINARD



A  
VOS  
CLAPIERS !

**S**i crever pour la patrie reste le sort le plus beau en ce lendemain du 8 mai, célébré par toutes les ganaches du pays, il semble toutefois que l'important par les temps qui courent, soit de forniquer pour elle. La France, comme Debré-la-gâteuse se tue à nous le répéter, n'a pas assez de mioches, ce qui ne manque pas d'avoir des conséquences terrifiantes. Outre les os à ronger qui serviront d'allocations de retraite aux vioques de demain, il serait dommage que dans le grand charnier qui s'annonce, la France ait à faire face à une pénurie de cadavres. C'est pour pallier ces horreurs que le ministre de la Famille a été chargé d'établir un projet de loi tendant à redonner du souffle à cette institution qui, avec le travail salarié et la patrie, assure l'avenir du PMU et des usines d'armements. La famille, force est de le constater, barre en couilles, et c'est précisément à cette partie de l'individu mâle que s'adresse le petit devoir que la mère Pelletier a présenté le 7 mai aux guignols du Palais Bourbon. Ministre de la Famille, ça fait petit et mesquin. La mère Pelletier veut être désormais celui de la Famille Nombreuse. Aussi, prenant le relais du ministre du Logement, fortement inspiré dans ses œuvres par le modèle « cages à lapins » où s'entasse la populace, la dame nous recommande aujourd'hui d'adopter la sexualité de ce charmant animal, champion du « Croître et Multiplier ». Ainsi le veut l'intérêt national, y'a pas à discuter. A vos marques ! Prêts ? A vos clapiers, et que ça baise ! Le pays a besoin de lardons, la fornication doit devenir un objectif prioritaire !

Si le projet de loi est nouveau, ça fait déjà un moment qu'on nous les casse avec la pénurie de moutards. Au discours de Debré-l'obsédé, qui voudrait nous faire bander en entonnant La Marseillaise, vient s'ajouter la propagande bondieusarde des curés pourfendeurs de pilules, de stérilets et autres inventions diaboliques, et qui feraient mieux de se demander si le lavabo de la chambrette du boxon de la rue Blondel, où le cardinal Daniélou s'envoya définitivement en l'air, était rempli d'eau bénite.

Seulement voilà, ce qui cloche, c'est qu'il y a de plus en plus de bougres pas bien décidés à ce qu'on les maintienne sans arrêt dans un Moyen-Age mental, et qui voudraient pas voir leur sexualité systématiquement confondue avec celle des clébardes. Alors, il a d'abord fallu en hauts lieux lâcher du lest en matière de contraception et d'avortement, malgré les attardés pour qui les discours et les gueules de Debré, de Michel Droit ou de Le Pen-le pirate servent d'aphrodisiaques. Ensuite, y'a ce salaud de printemps, habituellement destiné à réveiller les ardeurs et à recharger les batteries des faiblards, qui semble se foutre des impératifs patriotiques et du projet de loi, en tolérant ce froid interminable, complice des programmes-télé dans le coup fatal porté à la courbe des naissances. Et puis, surtout, y'a cette saloperie de conjoncture, comme on dit. C'est la crise, le chômage, etc., tous ces trucs qui n'en finissent pas et que certains rendent responsables principaux du manque de bambins dont souffre présentement le pays. Eh oui, tout le monde n'est pas militaire ou ministre de la Famille et pour beaucoup l'avenir est incertain, les soucis sont financiers, les conditions de logement difficiles et le travail dur à trouver. Alors, face à ces considérations basement matérielles, les grands idéaux ont tendance à s'estomper. Heureusement, y'a les ministres et les députés qui sont là pour leur filer un coup de pouce. Pour redonner du tonus à cette noble et divine mission qui consiste à procréer, la mère Pelletier a trouvé l'astuce, le remède à l'empêchement prolongé du grand Rut : la prime au troisième lardon ! Elle est pas bath, la trouvaille ? Vous faites un troisième môme, vous empochez 8 000 balles ! Bien sûr, faut déjà en avoir deux, mais même si vous débutez dans la production de moutards en gros, en trois ans c'est faisable, et comme d'ici là les temps seront toujours difficiles, 8 000 balles c'est pas dégueulasse.

Ce qu'il y a de terrible, c'est qu'il y aura toujours un certain nombre d'abrutis pour mordre à l'hameçon, ceux pour qui cette misérable aumône assurera l'approvisionnement en pinard ou en tickets de Loto, et tant pis si c'est au prix d'une grossesse supplémentaire, toujours pénible, ou d'une enfance promise au malheur, puisque l'Eglise est d'accord. Au cours du débat qui a eu lieu à ce sujet à la Chambre des Députés, un zighe de l'UDF, qui avait mis jusque-là sa conscience dans sa poche avec son mouchoir par-dessus, s'est soudain souvenu qu'elle avait pas servi depuis belle lurette.

« Le fait d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant n'est pas uniquement une question d'argent, c'est un problème de conscience », qu'il a dit. Venir mêler la conscience aux nécessités de la politique, dans un endroit où sont votés les crédits militaires, ça vous fait pas marrer vous ?

## « Ensemencez...

## ...Nous récolterons ! »



Un fédéralisme géographique bâtard,  
une autogestion tronquée...

Voilà l'héritage que Tito laisse à la  
classe ouvrière de son pays



PAGE 8

Fop. 2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

ALLIER : MOULINS  
AUBE : TROYES  
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX  
DOUBS : BESANÇON  
EURE : EVREUX  
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC  
HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER  
ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
LOIRE : ST. ETIENNE  
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
MORBIHAN : LORIENT  
NORD : LILLE-VALENCIENNES  
OISE : CREIL  
ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS  
PAS-DE-CALAIS : HÉNIN-BEAUMONT  
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
— BIARRITZ  
HT-RHIN : MULHOUSE  
RHONE : LYON  
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE  
SOMME : AMIENS  
VAR : REGION TULLONNAISE  
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN  
HTE-VIENNE : LIMOGES  
YONNE : FÉDERATION DÉPARTEMENTALE  
BELGIQUE  
SUD-LUXEMBOURG

### LIAISONS

#### PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX  
— LIAISON DES POSTIERS  
— LIAISON DES CHEMINOTS  
— LIAISON DU LIVRE  
— CERCLE INTER-BANQUES

\*\*\*\*\*

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1<sup>er</sup> porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poiliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Teller à Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Bouctiaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h., samedi de 10 à 19 h., dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prénant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les samedis de 10 à 15 h. au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony) tél. 668-48-58

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de la Croix-de-Chavaux, salle du GREER

## Permanence des Relations Intérieures

tous les samedis  
de 14 à 17 h.  
3 rue Ternaux Paris 11<sup>e</sup>

### COMMUNIQUÉS

Une liaison F.A. vient de se créer dans le Bas-Rhin. Les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les sympathisants intéressés par la propagande anarchiste dans les Cévennes peuvent prendre contact avec les liaisons de Florac et de Le Vigan par l'intermédiaire des R.I.

Le groupe libertaire Armand Robin invite les libertaires du Finistère à le rejoindre afin de développer et d'amplifier l'action anarchiste et anarcho-syndicaliste dans la région. Ecrire au Cercle d'Etudes Sociales, Brest-St. Pierre, BP 6 - 29278 Brest-Cédex.

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne vient de sortir le premier numéro de son bulletin ACTE. Il l'adressera aux groupes et aux copains intéressés contre 2 F. en timbres-poste.

Sur Montrougé et ses alentours, un groupe vient de se créer, les personnes désirant y participer peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui veulent participer à la création d'un groupe sur Caen et sa région, à nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Vers la création d'un groupe à Dieppe et ses alentours, que ceux et celles qui veulent y participer nous contactent en écrivant aux Relations Intérieures.

### COMMUNIQUÉ

Un militant de la Fédération Anarchiste passera au tribunal correctionnel de Limoges (87) en flagrant délit le 21 mai à 14 h. pour inscriptions murales antilimitaristes, profanation de monument aux morts, destruction par le feu d'une vingtaine de nos chers drapeaux. Ce procès sera l'occasion de manifester contre l'intoxication qu'exercent les média, la répression quotidienne des antimilitaristes et de tous ceux qui luttent contre le pouvoir (de droite comme de gauche), pour la liberté d'opinion et d'expression. Nous espérons que les Limougeards viendront nombreux avec leurs revendications, porteurs des informations qui ne passent jamais. Une occasion pour les dissidents de sortir du ghetto. Ecrivez au tribunal pour dire ce que vous pensez de la démocratie libérale avancée !

Liaison Nord-Hte Vienne

### Informations Publico

VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE POUR NOUS DEMANDER NOTRE DERNIER CATALOGUE DES OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO.

### Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h  
à la librairie La Tête en Bas  
17 rue des Poiliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h  
10 rue Robert Planquette  
Paris 18<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h  
26 rue du Wad-Billy  
Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de la publication Maurice Laisant  
Commission paritaire n° 55 636  
Imprimerie « Les marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépot légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 206-Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Région toulonnaise organise une Fête Libertaire LE SAMEDI 14 JUIN DE 14 h à... au Domaine des Francas à Olioules avec Trompettes et Bourguignon Urban-Blues, Aude Azime (théâtre), Colin-Maillard Conradkilian, CallXit Meille, et... Stands, expos, bouffe, buvette

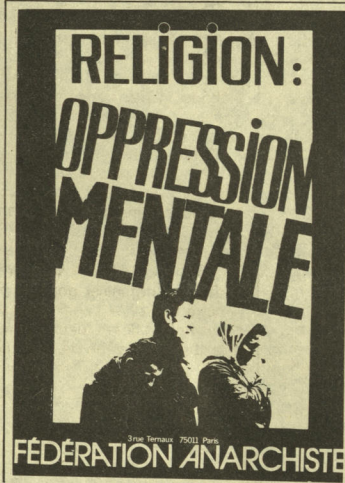
Le groupe de Troyes « Les Temps Nouveaux » organise en son local 17 rue Charles Gros à Troyes (1<sup>er</sup> porte à gauche) une suite de ses débats sur le thème Perspectives anarcho-syndicalistes LES SAMEDIS 6 ET 20 MAI

En raison du Congrès de la Fédération Anarchiste, la librairie Publico sera fermée du jeudi 15 mai au lundi 19 mai compris.

A l'occasion du 35<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste la F.A. d'Angers organise un meeting public VENDREDI 16 MAI à 21 H à la Salle Bellefontaine (Maison des Arts) sujets abordés Antimilitarisme - Nucléaire Luttes dans l'Education Pays de l'Est - Lutte anarchiste dans l'entreprise

L'ANTIMILITARISME une conférence de M. Laisant organisée par l'Union Pacifiste et la Fédération Anarchiste MERCREDI 28 MAI à 20 h 15 Mairie de Valenciennes

Publico du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony

0,60 F l'unité  
2 F au-dessous de 10 exemplaires

PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS de 10 EXEMPLAIRES

Vient de paraître

### VOLONTÉ ANARCHISTE N° 10-11

Proudhon et l'autogestion de Jean Bancal

EN VENTE A PUBLICO : 20 F (numéro double)

Vous pouvez également nous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros : 80 F ; soutien : 120 F.

Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir le ou les numéros déjà parus.

Adresse pour les abonnements : groupe Fresnes-Antony 34 rue de Fresnes 92160 Antony.

Réguez votre abonnement à CCP A.S.H. 2160042 C Paris.

### Antimilitarisme libertaire

Feuille spéciale tirée à l'occasion de la journée de résistance à la militarisation

100 exemplaires : 25 F Un exemplaire (pour information) : 1,30 F

### LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		
France	1. Sous pli fermé	Etranger
3 mos	50 F	78 F
6 mos	95 F	150 F
12 mos	180 F	280 F

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

## Abonnez-vous

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)  
Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
à partir du N° ..... [inclus] Pays .....  
 Abonnement  Reabonnement  
Règlement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-livre  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste

en bref...en bref...

Au ciné-club de la MJC de Le Mée/Seine (77), le vendredi 16 mai à 20 h 30, projection du film *Genèse d'un Repas* de L. Maillet. Il s'agit d'une description critique du racket capitaliste effectué par l'industrie alimentaire occidentale.

Le groupe écologique d'Épinay-sur-Seine, en collaboration avec le groupe écologique d'Erment, organise les 16 et 17 mai à la MJC des Presles, ave de la Marne à Épinay-sur-Seine, deux journées sur le thème : L'écologie, quelles perspectives dans l'avenir !, avec la participation de C. Lorian, M. Laisant, G. de Crest. Expo antinucléaire, table de presse, avec café-théâtre, animation antillaise.

L'école dite « Plein Air » d'Aubervilliers qui accueillait des « enfants déficients », va fermer ses portes pour... manque de crédits. L'APPE tente malgré tout de faire fléchir un maire... de gôche, grand protecteur de l'école laïque.

Gérard Coulon, éducateur, qui avait porté assistance à 3 mineurs en fugue, comparaitra le mercredi 28 mai à 14 h, au tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan.

Les 10 inculpés de la Foire de Marseille qui passaient en correctionnelle le 22 avril, ont été condamnés le 29 avril à deux mois de prison avec sursis, sans inscription au casier judiciaire.

J.L. Dupuis, professeur de philo, renvoyeur de livret militaire, qui a été condamné en première instance à 100 F. d'amende et à une peine de prison avec sursis, risque, en passant devant la Cour d'Appel de Douai, un retrait de droits civiques, qui entraînerait pour lui la radiation de l'Education Nationale. Le comité de soutien qui s'est constitué sur son cas, organise une journée d'action : 6 heures pour les libertés, le vendredi 23 mai à Arras. Au programme : à partir de 17 h, à la Salle de l'Harmonie, rue St. Aubert, stands, expos et sketches dans la rue ; à 20 h 30 à la Salle des Concerts : diaporamas et débats sur « les interventions militaires dans le Tiers-Monde » et « les interdictions professionnelles » à partir de cas concrets dans la région.

La prochaine séance du TPFA de Reuilly aura lieu à 13 h, le 21 mai, 80 rue de Reuilly (M° Reuilly-Diderot).

Le collectif des objecteurs tarnais organise les 17 et 18 mai, à la Salle de la Verrerie de Carmaux (près d'Albi), deux jours de fête sur le thème : Culture antimilitariste. Tenue de stands et débats auxquels participera un certain nombre d'organisations. Des groupes régionaux et hexagonaux assumeront la partie artistique. La bouffe et le couchage seront assurés sur place. Prix de l'entrée : 15 F. pour une journée, 25 F. pour les 2 jours.

Sommaire

- PAGE 1 Le Père Peinard
- PAGE 2 Activités F.A.
- PAGE 3 En bref Communiqué de presse L'Eglise et nous L'indifférence
- PAGE 4 Nicaragua L'écriture et la liberté
- PAGE 5 L'arbre consensuel...
- PAGE 6 Strauss et les syndicats Informations Internationales
- PAGE 7 Le livre de la semaine Cinéma - Spectacles Bande Dessinée
- PAGE 8 L'héritage de Tito

Communiqué de presse

Pendant que s'édifie l'hôpital d'Evry, un collectif se crée sur la ville nouvelle et les communes environnantes, pour définir un projet de Centre de contraception et d'interruption de grossesse intégré à cet hôpital, et qui réponde aux souhaits des usagers.

Le collectif voudrait obtenir :  
- que ce Centre ait pour vocation de promouvoir la contraception afin de faire diminuer le nombre d'interruptions de grossesse,  
- qu'il assure l'information et la prescription des moyens de contraception,



- qu'il permette le choix pour la femme entre les différentes méthodes d'interruption de grossesse (aspiration avec ou sans anesthésie, curetage avec anesthésie générale),  
- qu'il accueille les femmes dans les meilleures conditions matérielles et psychologiques.

Nous invitons les personnes intéressées à venir nous rejoindre et à contacter pour cela Jacqueline Caldier au MFPF 91 (Mouvement Français pour le Planning Familial de l'Essonne), 16 rue J.J. Rousseau - 91700 Ste Geneviève-des-Bois. Tél. 015-49-42, le matin de 9 à 13 h., sauf le samedi.

Depuis le vote de la loi sur l'IVG, fin 79, apparaît la nécessité de nous organiser pour ne pas laisser régir tous les aspects de notre sexualité. L'édification d'un tel centre et son utilisation dans cet esprit, constitueraient une étape positive dans la lutte pour la libre disposition de notre corps.

CHANTAL (gr. de Ris-Orangis)

L'ÉGLISE ET NOUS

Aujourd'hui le pape en Afrique, demain le pape à Paris. Qui disait que l'Eglise était un squelette ?

Des centaines de milliers d'enfants, de plus en plus nombreux, dans la seule France, reçoivent un enseignement dans des écoles dites libres. Qui croirait que l'Eglise n'a plus de pouvoir sur les consciences ?

Des parents qui forment les futures générations en envoyant leurs enfants dans l'école aux mains du clergé, aux Iraniens qui font la révolution en se prosternant, la religion est présente d'un bout à l'autre de la terre ! Ceci afin d'endormir les consciences, pour mieux les livrer aux exploités de tous bords.

L'Eglise est une soupe de sécurité du monde libéral, et si le système en ressent le besoin, l'Eglise resservira.

Pris sur d'autres fronts, on a peut-être sous-estimé le combat anti-clérical. La venue du pape qui va attirer une foule de fidèles, va nous rappeler cette réalité.

Il faut démystifier la religion, mettre en avant le rôle préven-

tif qu'elle a dans l'apprentissage de la soumission, tout comme l'armée à un rôle formateur dans l'assujettissement des individus.



L'Eglise est un caméléon qui s'est faufilé intelligemment dans le syndicalisme, ce qui lui permet de jouer sur différents tableaux, l'Eglise n'a pas de principes !

Nous qui ne croyons en aucune théologie, nous affirmons qu'on se passe de Dieu pour être moraux et que pour être libres, il ne faut avoir NI DIEU NI MAITRE !

Groupe FRESNES-ANTONY

L'indifférence

L'indifférence est avant tout un sentiment d'insensibilité qui nous cloisonne dans un monde hiérarchisé où l'intérêt pour un être ou pour un acte, ne nous effleure pas.

Dans ce monde glacé aux longs couloirs qui ne mènent nulle part, l'individu s'effrite peu à peu ; au contact des machines et des chiffres, l'être humain, muni d'intelligence, s'égaré et se noie, seul, sans qu'aucun de ses semblables n'ose dévier de sa trajectoire ordonnée ; seuls, des naïfs ou des fous peuvent réussir à dérailler et apporter à cet être perdu la confiance et l'amitié nécessaires à l'épanouissement ; seuls, quelques individus, refusant l'absurdité de cette civilisation d'argent, et combattant le sentiment de propriété que chacun de nous possède, réussissent à survivre au milieu de ce bloc compact qui se dirige, sans sourciller, vers une mort spirituelle. Cette tare qui progresse de jour en jour et s'étend jusqu'aux limites du possible, est le fruit du système actuel basé sur le rendement qui tue le dialogue, seul remède, qui pourrait amener les masses à se soulever contre ces minorités grises et tristes qui gouvernent. On ne naît pas indifférent, on le devient par la force des événements, pour survivre et ne pas déranger l'engrenage de ces Etats policiers, on ferme les yeux pour ne pas sentir la misère envahissante ; l'homme blessé dans un sombre couloir du métro finira son existence dans une mare de sang aux couleurs de la lassitude, son grand corps de fauve frappé par la violence urbaine ne détournera pas de leur chemin les robots dociles et exploités ! Les journaux crieront leurs angoisses et demanderont des efforts de répression, on ne cherchera pas à comprendre et on continuera à appliquer la loi du talon, préconisée par l'Etat qui est le véritable instigateur de cette souffrance quotidienne qui naît des antagonismes inconciliables de classes ; armée, police, prisons, facilitent l'indif-

férence puisqu'elle est contraire de liberté.

Les inégalités criantes ne sensibilisent plus, l'injustice fait place à la solidarité d'une certaine époque où les gens aimaient se retrouver pour parler de l'envol des hirondelles ; en ce temps-là, l'expérience de l'amour, de l'amitié et de la sympathie, était susceptible de procurer une communication authentique entre êtres humains ; en ce temps-là, il subsistait dans quelques endroits éparés la préférence pour la vie, mais il serait faux d'honorer le passé qui charriait l'individualisme et réprimait dans le sang tout espoir de différence.

Dans notre monde, la religion joue un rôle important dans la construction d'une société inégale, par son intolérance, elle rejette toutes les idées réformistes et oppresse aux quatre coins du globe, dans l'optique d'un meilleur profit ; elle délaisse les pauvres et les manants et s'associe aux bourgeois pour établir un bloc soudé qui ne pensera plus qu'à se faire exploiter.

Il nous faut détruire ce monde où l'argent est englobé dans des budgets militaires effarants qui serviront à éteindre le monde humain ; les exemples du Cambodge où il ne reste plus d'enfants au-dessous de cinq ans, de l'Inde qui meurt de faim et qui pourtant s'acharne à un projet nucléaire, de l'Afrique dépeuplée par les grandes puissances de ses richesses immenses qui serviront à notre confort, de l'Amérique latine asservie par le monstre yankee, et de toute la planète alourdie par tant de mensonges qui font hurler de rage des milliers de prisonniers internés pour délit d'opinions.

Demain il sera trop tard pour combattre la puissance et freiner la misère ; les buildings craquent déjà leurs plans pour nous voler l'amour qui se réfugie dans nos regards ; l'homme égaré traînant son linceul est le symbole de ce monde indifférent que nous acceptons à chaque instant et que nous approuvons par notre passivité apparente.

ROGER (sympathisant)

Communiqué

La Fédération Anarchiste tiendra son 35<sup>e</sup> Congrès les 15, 16, 17 et 18 mai à Angers. Les thèmes principaux seront axés sur :

- l'analyse de la crise économique mondiale alimentée autant par les capitalismes libéraux qu'étatiques,
- l'incapacité des directions syndicales et des partis à organiser une riposte massive des travailleurs face aux effets de la restructuration et d'un recul net du niveau de vie,
- les propositions et les interventions des militants de la Fédération Anarchiste dans le monde du travail.

Dans la continuité de ces travaux, le congrès examinera les propositions anarchistes pour organiser une société autogestionnaire sans classe ni Etat.

Avec la participation du secrétaire général de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, les congressistes se pencheront sur une situation politique détériorée par les volontés expansionnistes des capitalismes locaux ou de bloc pour amplifier leur solidarité révolutionnaire avec toutes les victimes de la répression : dissidence, syndicats libres, Amérique latine, Afrique, Asie...

A la suite de ces différentes analyses, le congrès fixera les thèmes de campagne que mènera la Fédération Anarchiste au cours de cette année d'élections présidentielles s'annonçant dans un contexte économique et social détérioré par la montée du chômage et des luttes intestines au sein des partis politiques.

FEDERATION ANARCHISTE

## NICARAGUA

## Restructuration de l'appareil de production marchande et contradictions inter-capitalistes

Dans un premier temps de restructuration économique et politique (ce que nous avons analysé dans le M.L. n° 354), toutes les fractions capitalistes de l'extrême-gauche à l'extrême-droite se sont trouvées d'accord au Nicaragua sur la nécessité, pour elles, impérieuse de briser l'émergence révolutionnaire d'un PROLETARIAT AUTONOME (ce qui, mystification démocratique aidant, a apparemment jusque-là réussi). Cependant aujourd'hui, deux tendances contradictoires au sein de la classe dominante se manifestent de façon de plus en plus précise, et ce à deux niveaux politico-économiques complémentaires et indissociables :

- sur la forme particulière à donner aux mécanismes de production capitaliste du pays !
- sur la manière non moins particulière d'intégrer durablement le prolétariat à ces mécanismes.

L'antagonisme fondamental oppose les tenants du capitalisme privé (Conseil supérieur de l'entreprise privée, Mouvement démocratique nicaraguayen, Parti conservateur démocrate, Parti social-démocrate) pour qui le renversement du corporatisme somoziste signifie avant tout le rétablissement d'une économie de libre concurrence, aux partisans du capitalisme d'Etat (dont le rôle semble croissant au sein du Front sandiniste de libération nationale) pour qui la chute de Somoza n'était que le prélude d'une étatisation planifiée de la production capitaliste nationale.

Si, comme cela a été vu dans notre précédent article, la gauche et la droite du capital, devant la gravité économique de la situation capitaliste du moment s'étaient entendues sur la nécessité d'une intervention de l'Etat pour tenter de relancer l'expansion, elles n'avaient bien entendu pas les mêmes objectifs à moyen terme. Pour la droite, cette intervention devait être momentanée ; elle devait simplement permettre d'assainir l'état du marché, en redressant les secteurs par trop stagnants, et aider ainsi à la relance de l'investissement. Pour la gauche, par contre, cette intervention était comprise comme durable ; elle visait à un système de direction planifiée de tous les secteurs déterminants de l'économie nationale. Sous l'impulsion du FSLN, les biens de la famille Somoza, soit environ 50% des terres cultivables du pays, ont été nationalisés, de même pour les banques et les entreprises financières...

En quelques mois, les choses ont rapidement évolué, on est passé de l'« union sacrée » de tous les anti-somozistes à une gauchisation croissante du gouvernement sous l'impulsion du FSLN qui, devant l'accentuation de l'instabilité économique, a rendu apparemment inéluctable l'instauration d'un capitalisme d'Etat.

Après que Violetta Chamorro

(une des représentantes du secteur privé) ait démissionné de la junte, ce fut le tour dernièrement d'Alfonso Robello, président du Mouvement démocratique nicaraguayen, suivi de peu par huit hauts fonctionnaires, dont un des directeurs de la banque centrale, Arturo Cruz. Aujourd'hui, les capitalistes privés sentent le danger qu'ils encourent si cette tendance à l'étatisation se poursuit, ce qui explique ce sursaut protestataire de la part de la fraction capitaliste de droite par rapport à celle de gauche.

A l'heure actuelle, le Conseil d'Etat (organe législatif suprême) compte vingt-sept sandinistes sur quarante-quatre sièges, alors qu'il y a un mois, il n'en totalisait que treize sur trente-trois sièges ; dorénavant, le FSLN a la majorité et il semble bien qu'il compte s'en servir pour réaliser ses objectifs économiques et politiques.

Aujourd'hui deux mille Cubains travaillent dans le pays et font même fonctionner le central téléphonique de Managua ; enfin, juste après avoir appris que les USA reportaient les 75 millions de dollars promis pour la réactivation de l'économie, une délégation de dirigeants sandinistes commençait une tournée en URSS et dans ses satellites européens.

Est-ce là à dire que le capitalisme nicaraguayen est aujourd'hui en passe de rééditer l'expérience capitaliste d'Etat de la caserne cubaine ? Non, pas de façon irrémédiable ; il s'agit simplement de constater que dans la phase actuelle de crise capitaliste mondiale, les contradictions entre partisans du marché privé et du marché d'Etat, s'exacerbent au Nicaragua comme ailleurs pour renforcer à la fois le bloc économique national et leur hégémonie de classe au sein de ce dernier.

Il est encore trop tôt pour définitivement conclure sur le problème ; la seule chose que l'on puisse sérieusement dire, c'est que la militarisation du travail en cours et le conditionnement idéologique (cf. la campagne d'alphabétisation) qui l'accompagne, laissent plutôt présager pour l'heure une tendance croissante au capitalisme d'Etat qui, dans la phase actuelle de reconstruction nationale, semble plus profitable à la classe capitaliste pour tenter de relancer l'accumulation, c'est-à-dire l'exploitation salariale. S'il se consolide, le capitalisme d'Etat nicaraguayen n'aura de toute façon rien à envier à ceux qui l'ont précédé, il ne sera rien d'autre qu'une étape de plus dans la perpétuation de l'esclavage salarial qui maintient la production marchande sous sa forme privée et étatique à l'échelle de la planète. Mais ce qu'il faudra dire et redire, c'est que quelle que soit l'issue du combat que mènent actuellement entre elles les fractions de la gauche et de la droite du capital nicaraguayen, le gagnant sera, de tou-

## L'impact ou la liberté ?

# L'ÉCRITURE ET LA LIBERTÉ

A en juger par le foisonnement de revues, de livres et autres véhicules de la pensée écrite, il semblerait évident au premier naïf venu que nous vivons en France, sous le régime très envié de la liberté. Gardons-nous bien d'une telle hâte et trompeuse conclusion. Une personne lucide et conséquente ne doit jamais hésiter à y regarder à deux fois avant de se prononcer sur la liberté dont jouissent les citoyens d'un pays. En fait, il en existe deux sortes : l'apparente dont on croit jouir et la véritable dont on jouit réellement. Mélanger les deux, relève d'une confusion savamment entretenue par les Etats, lesquels s'efforcent toujours de valoriser nos libertés apparentes au détriment de nos libertés réelles, les premières servant à illusionner la masse des gens sur l'existence et la nécessité des secondes.

A l'Est, l'Etat interdit les critiques du système sous prétexte que ce système est excellent et que vouloir le modifier relève par conséquent d'un trouble de l'esprit ou d'un penchant nostalgique pour le régime capitaliste.

A l'Ouest, en revanche, la critique est possible et nul ne s'en prive. D'où la conclusion hâtive que nous y vivrions en liberté.

### L'évolution de la notion de liberté

Mais encore importe-t-il de savoir ce qu'on entend lorsqu'on parle de liberté. S'il s'agit de se livrer à des constats du genre il fait beau, il fait froid, on peut se prétendre libre, en effet. Libre de dire, d'écrire il fait beau, il fait froid. Mais à quoi peut donc nous conduire cette apparente liberté, dès lors qu'elle ne nous permet point de faire évoluer le beau, d'atténuer le froid ? Nous voici donc libres de dire, libres d'écrire, libres de dénoncer, mais sur quels changements débouche cette liberté apparente ? Cessons-nous pour autant

te façon, l'ennemi mortel des travailleurs. Le communisme et l'anarchie que seul le prolétariat pourra établir, ne se fera que par la destruction mondiale de tous ces courants capitalistes et des rapports marchands sur lesquels se structurent leur pouvoir et notre servitude.

Au-delà des conflits entre ses diverses fractions, l'obsession du CAPITAL, c'est le mouvement prolétarien qui, par sa propre action de classe, resurgit sans arrêt sur la scène de l'histoire tant américaine (Nicaragua, Salvador, Colombie...) qu'internationale ; dans un premier temps, la mystification politique et syndicale sandiniste a pu jouer contre l'auto-organisation de la classe, mais gageons qu'avec l'intensification grandissante des effets de la crise mondiale du capital, au Nicaragua comme ailleurs, l'action prolétarienne et révolutionnaire risque de bientôt resurgir.

Gr. Commune de KRONSTADT

d'être manipulés par ceux qui nous octroient l'autorisation de nous exprimer ? Devenons-nous pour autant des individus capables d'agir sur les événements, les situations qu'ils dénoncent ? A quoi me sert donc cette liberté, si elle ne me permet point d'intervenir et de modifier les conditions matérielles et concrètes de mon aliénation ?

J'use de liberté, certes, mais force m'est de constater que je demeure aussi impuissant que si je n'en avais pas l'usage. L'Etat semble en fait nous accorder la « liberté » uniquement pour nous empêcher de conclure et de nous rendre compte que nous n'en avons point. D'où la nécessité impérieuse de promouvoir chez chacun d'entre nous une notion évoluée de la liberté. Le droit de dire ne suffit plus. Nous le possédons. Ce que nous devons exiger et obtenir, c'est que ce droit ait le même impact que celui de ceux qui nous l'octroient en sachant nous maintenir dans l'impossibilité de l'utiliser. Nous pourrions alors, et alors seulement, nous sentir à « liberté égale » avec ceux qui détiennent le pouvoir de l'Etat. Mais le posséderait-ils encore ?

### Un sens à la liberté

De ce qui précède et dont la conclusion a conduit par le passé nombre d'anars à se livrer à des actes de propagande par le fait (de nos jours, ce sont les marxistes ; ils refont l'histoire à l'envers), il est aisé de déduire que la liberté n'est objectivement réelle que dans la seule mesure où elle nous permet d'influencer notre environnement politique et social. Toute autre définition de la liberté n'est que poudre aux yeux, destinée à tromper la majorité de ceux qui subissent et qui croient que, puisque les thèses libertaires ne triomphent pas, c'est qu'elles ne sont pas convaincantes. N'avons-nous pas en effet la liberté (apparente) de les promouvoir ?

Le problème, en vérité, n'est pas simple. Et, si je me suis livré à ces petites réflexions au sujet de la liberté, c'est que je me trouve moi-même, à titre d'auteur et même d'éditeur, confronté à des questions de ce genre. J'ai quitté les grands éditeurs comme Hachette ou le Mercure de France afin de pouvoir écrire librement. Mais qu'est-ce donc cette liberté que je me suis donnée si elle n'a d'autre sens que de m'accorder la satisfaction de me dire libre ? M'enfermant par choix dans le ghetto très fermé des gens « libres », j'ai du même coup renoncé à l'impact que j'aurais pu avoir en acceptant d'être moins libre. Mais d'un autre côté, à quoi sert l'impact si on n'a plus la liberté totale d'exprimer ses idées ? Combien de fois ne me suis-je pas fait censuré, sermonné à la télé ou à la radio pour m'être révélé « trop » libre (comme si on pouvait jamais l'être trop) ? Aujourd'hui, « libre », je ne passe quasiment plus sur une antenne. J'ai gagné en « pureté », en liberté. Mais pour qui, pour quoi,

sinon pour moi, pour « mes » lecteurs et pour des compagnons de lutte qui estiment ce choix méritoire ?

Qu'on se rassure ! Je ne me pose ni en martyr ni en auto-satisfait. Je cite cet exemple, que je connais bien, pour illustrer de façon concrète le décalage entre nos libertés apparentes et celles dont nous sommes en droit d'user.

L'Etat français n'a plus besoin comme à l'Est de réglementer notre liberté. Il lui suffit d'en atténuer l'impact. C'est comme s'il en limitait l'usage. Mais cet artifice lui permet bien sûr de se donner l'image libérale qui sied à une nation « libre ».

Les mots n'existent pas seulement pour être écrits, mais aussi pour être lus. La liberté de son côté n'existe pas uniquement pour être vécue, mais aussi pour être utilisée à des fins de changements politiques. De passive, elle devient active et c'est de ce point de vue qu'il doit surtout nous intéresser d'en user.

### L'impact ou la liberté ?

Au fil de ces réflexions, une question s'impose nécessairement à nous. Comment parvenir à posséder à la fois la liberté et l'impact qui nous permettrait d'en faire un usage véritablement subversif au niveau de la masse des gens ?

Éliminons tout de suite la terreur et la propagande par le fait qui, en l'état actuel, ne peuvent qu'échouer.

Reste le dilemme abordé plus haut : on choisit d'avoir de l'impact et on perd sa liberté, donc son potentiel subversif ; on décide de garder sa totale liberté et on n'a aucun impact.

« Alors quoi, on se fingue ? », me questionnera l'impatient de service. Pas si vite. Tu peux encore, à l'image des marxistes, devenir imbattable à ce jeu, tenter de choisir un moyen terme du genre : j'accepte de paraître perdre un peu de ma liberté pour gagner en impact. D'accord. Le seul ennui, c'est que cette espèce de tour de funambule ne tarde pas à glisser à l'électoratisme. N'est-ce pas en effet au moment des bulletins dans l'urne que l'impact paraît le plus grand ?

Alors ? Eh bien, je pense comme vous que tout ce micmac n'est pas simple et qu'avec la vie, on nous a fait un sacré cadeau empoisonné. Mais, puisque nous y sommes, autant je pense jouer jusqu'au bout. Et, dans ces conditions, j'opte pour la liberté au détriment de l'impact, sachant bien de ce fait que je conserve mes options libertaires intactes, avec toute la subversion idéologique qui leur est propre. Et, si un jour, comme je le crois, l'occasion nous est fournie de leur donner l'impact qu'elles méritent, alors nous pourrions nous battre avec la force que procure la certitude de ne jamais nous être fourvoyés parmi ces requins de droite, les dauphins de gauche et les vendus du centre.

Serge LIVROZET

## Espace judiciaire européen

### Criminalisation et extermination modulées de la dissidence

#### Offensive généralisée contre les acquis du mouvement ouvrier

# L'ARBRE CONSENSUEL... ...ET LA FORÊT RÉPRESSIVE !

À première vue, ceux qui ne cessent aujourd'hui de parler de consensus, semblent atteints d'une étrange cécité et, à tout le moins, passablement déconnectés de la réalité du moment. Paradoxalement en effet, alors que la notion de consensus sous-entend « l'acceptation » de l'ordre existant par ceux qui le subissent, jamais depuis la deuxième guerre mondiale les relations internationales n'ont été aussi tendues, jamais l'ombre de l'holocauste ne s'est faite aussi pesante sur le monde. Invasion de l'Afghanistan par l'impérialisme soviétique, invasion du Cambodge par le Vietnam, incursion armée de la Chine au Vietnam, insurrection victorieuse des forces progressistes au Nicaragua, ébullition multiforme de l'Amérique centrale, défi permanent lancé aux USA par une république islamique iranienne en proie au chaos et aux délirantes ayatollesques, guerre civile au Tchad, conflit au Sahara entre la royauté marocaine et une république sahraouie portée à bout de bras par une Algérie déchirée par le problème berbère, intervention armée de la France au Zaïre et en Centrafrique, poussées de fièvre belliqueuses de l'ineffable Kadhafi, menaces de guerre entre l'URSS et le camp occidental à propos des champs pétroliers du Moyen-Orient... Le moins que l'on puisse dire, c'est que si le consensus n'est pas un pur esprit, ce n'est sûrement pas dans le cadre de la réalité présente des relations internationales qu'il se manifeste avec le plus d'éclat.

Si l'on examine maintenant la réalité socio-politique spécifique des Etats qui participent à ces mêmes relations internationales, il ne semble pas davantage qu'il soit possible de parler de consensus à propos des fascismes bruns et rouges qui prolifèrent aujourd'hui à la surface du globe. A moins, bien sûr, de considérer que le seul fait de tolérer une opposition dans le silence glacé des camps ou à six pieds sous terre soit la manifestation ultime du consensus. La question se pose donc de savoir, non pas ce qui fait courir le consensus, mais où diable il peut bien se cacher !

De toute évidence, il semble que ce soient encore ces sataniques vieilles « démocraties bourgeoises » qui aient l'honneur d'accueillir le monstre en leur sein. Cela limite sérieusement l'aire du consensus et, de ce fait, on comprend mal tout le tintouin qui est fait autour de quelque chose qui ne concerne finalement qu'une toute petite partie du vieux monde. On comprend d'ailleurs d'autant plus mal que sur le vieux continent européen, terrain d'élection supposé du consensus, l'heure semble plutôt être actuellement à une remontée des luttes et en tout cas à une répression tous azimuts contre ceux qui tentent de changer la vie et les choses. On a donc beau savoir que le consensus n'exclue nullement la répression et même qu'il l'in-

tègre à sa problématique, cela n'empêche pas de se demander si le volume présent de répression n'a pas déjà brisé l'équilibre fragile d'un prétendu consensus !

#### Consensus, consensus... vise un peu la gueule du consensus !

La remontée actuelle des luttes en France et dans l'Europe toute entière suffit à démontrer que la lutte des classes a aujourd'hui tendance à sortir du rail consensuel. Je ne m'y attarderai pas, faute de place, et je me contenterai de décrire quelques-uns des aspects les plus marquants d'une répression dont l'ampleur s'accorde mal avec la sélectivité consensuelle.

#### L'espace judiciaire européen

Le 4 décembre 1979, à Dublin, le traité constitutif de l'espace judiciaire européen fut officiellement signé. Il légalise et amplifie une pratique de plusieurs années ; désormais, chaque Etat européen aura officiellement un droit de suite chez les autres membres de la CEE. Les termes du traité sont par ailleurs si vagues qu'ils pourront s'appliquer à à peu près n'importe quel « délit politique » : à la limite, on pourra - et même on devra - extraditioner un militant poursuivi pour un collage d'affiches interdit.

Comme on le voit, depuis la décision du Conseil de l'Europe de lutter contre le terrorisme en 1977, l'espace judiciaire européen a fait du chemin. Le droit d'asile politique, notamment, s'est éteint en douceur et il faut l'avouer, cela n'a pas bouleversé les foules. Résultat d'un consensus, certes : mais sûrement pas de celui que l'on croit. Le seul consensus qui a permis cette situation, c'est en effet celui existant entre des Etats (la chose n'est pas nouvelle) qui se sont servis habilement pour parvenir à leurs fins du prétexte du terrorisme. Que le populisme ait marché dans la combine, n'étonnera que ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes. L'absence de réaction à la mise en place de l'espace judiciaire européen témoigne tout bêtement du désintérêt des masses pour l'affrontement armé entre les Etats et un terrorisme complètement coupé des réalités. Une fois de plus, l'autoritarisme étatique et le terrorisme se révèlent être les deux mâchoires implacables d'un même piège à cons.

#### Les interdictions professionnelles

Instaurée en Allemagne voici déjà quelques années, cette pratique qui vise à assécher le marais des sympathies dont le terrorisme est à même de se prévaloir, est en train de faire ses premiers pas en France. C'est ainsi que le 27 novembre 79, la Cour d'Appel de Rennes a condamné J.P. Bochereau à trois ans de privation des droits civiques pour avoir voulu, à 39 ans, se déclarer objecteur de conscience. Jean-Pierre étant inspecteur des PTT, sa condamnation va obligatoirement lui faire perdre son emploi, car l'article

50 du Statut général des Fonctionnaires précise : « La possession de la nationalité française et la jouissance des droits civiques constituent des conditions que les fonctionnaires doivent réunir d'une manière continue pour pouvoir être maintenus dans la fonction publique ». J.P. Bochereau n'est d'ailleurs pas le seul à faire les frais de la mise en place d'un modèle socio-politique à l'allemande. J.L. Guénégaud, psychologue, et A. Fournier, professeur, avaient déjà perdu leur emploi pour avoir renvoyé leur livret militaire, et ce, dans l'indifférence quasi générale.

Le mouvement va-t-il s'amplifier ? C'est possible, et de toute évidence, c'est la volonté de l'Etat français qui, comme ses confrères, joue habilement sur l'enthousiasme que suscite le terrorisme dans les populations. Qu'on ne s'y trompe donc pas, les interdictions professionnelles comme l'espace judiciaire européen sont davantage le fruit pourri de la lutte inégale entre le pot de fer étatique et le pot de terre terroriste que le résultat d'un prétendu consensus. D'ailleurs, si le consensus existait réellement, l'Etat n'aurait pas besoin de mettre en œuvre un tel arsenal répressif.

#### Remise en cause du droit de grève

Le 7 mars à Lunéville, le tribunal d'instance condamnait le syndicat des Métaux-CGT de l'usine Trailor-Lunéville au remboursement des pertes de salaires subies par 50 ouvriers non-grevistes, lors d'une occupation d'usine. L'énoncé des faits se passe de commentaires. En d'autres termes, si le gouvernement et le patronat en sont là, cela témoigne davantage de leur désarroi que d'un hypothétique consensus.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples de cette répression tous azimuts qui s'abat sur tout ce qui, à un degré ou à un autre, conteste l'ordre établi. Cela ne présenterait guère d'intérêt, les faits sont connus de tous. Leur ampleur suffit à démontrer que le capital s'est engagé dans la voie d'une offensive généralisée, non seulement contre ceux qui le contestent ou sont susceptibles de le contester, mais encore contre les acquis du mouvement ouvrier. Il s'agit donc d'une épreuve de force et la remontée actuelle des luttes témoigne de ce fait. L'absence de réactions notables face à la répression, signe parmi d'autres de cette offensive, prêtre cependant à confusion. S'agit-il en l'espèce du résultat d'un prétendu consensus, de la formidable puissance de feu d'Etats se saisissant du moindre prétexte pour resserrer l'étoupe, ou de la crise du mouvement ouvrier et du nouveau mouvement social ?

#### L'occasion à toujours fait le larron !

Avant toute chose, et en tout état de cause avant de tenter de cerner la part du consensus dans l'indifférence où s'épanouit la répression, il s'avère primordial d'essayer d'analyser, voire

de comprendre le contexte socio-politique dans lequel il évolue. Actuellement, et ce n'est un secret pour personne, le capital s'est engagé sur la voie d'une mutation sans précédent. Comme l'explique très bien Touraine (cf. *La voix et le regard*, éd. Seuil), nous vivons aujourd'hui le passage d'une société de type industriel à une société post-industrielle ou encore « programmée ». Cette société vers laquelle nous allons, consistera « moins à organiser le travail qu'à gérer des appareils de production et d'information, c'est-à-dire à assurer le contrôle souvent monopolistique de la fourniture et du traitement d'un type d'information, donc d'un mode d'organisation de la vie sociale ». En d'autres termes, sous la contrainte des faits (possessions des matières premières, énergétiques et autres, par les pays du Tiers-Monde), le capital, version occidentale, tente de se restructurer pour faire face aux événements et à l'avenir. L'industrie traditionnelle (transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis) va être abandonnée progressivement aux pays en voie de développement. Le fait que cette orientation passe aujourd'hui par le canal des multinationales ne change rien à l'affaire. A terme, seuls resteront en occident les secteurs de cette industrie traditionnelle qui ont les taux de profit les plus élevés et qui, comme par hasard, relèvent de technologies hyper-sophistiquées.

Parallèlement à cette restructuration industrielle à base de concentrations, on assiste de plus à la mise en place progressive des structures fondamentales de l'économie de demain. Une économie basée essentiellement sur la production du SAVOIR et de technologies de pointe (nucléaire, informatique...).

La mutation, on le voit, est d'importance. Elle dépasse le cadre strict de l'économie pour embrasser le champ sociétal dans son ensemble. Dans ces conditions, inutile de dire que pour assurer le succès de la mutation qu'ils ont enclenchée, les Etats capitalistes occidentaux se doivent d'essayer de museler toute contestation, existante ou potentielle, susceptible de faire avorter leurs plans. C'est là l'explication du durcissement présent des Etats européens aussi bien sur le terrain traditionnel de la lutte des classes que sur celui du nouveau mouvement social.

Cela étant, l'importance de l'enjeu, si elle explique le déploiement répressif actuel, n'explique en rien l'apathie de ceux qui subissent cette même répression ou qui la subissent. C'est à ce niveau que s'articule la problématique consensuelle. En effet, nous disant ceux qui s'en font les apôtres, si l'Etat peut aujourd'hui se permettre de frapper aussi fort, c'est qu'il existe un consensus à ce propos. Le rôle castrateur de l'idéologie dominante qui réalise l'exploit de faire intérioriser aux dominés les valeurs mêmes de l'aliénation généralisée qu'ils subis-

sent, est particulièrement mis en avant. Le schéma est indiscutablement séduisant et il a l'avantage d'étaler au grand jour le rôle fondamental de l'idéologie dans la reproduction de l'aliénation. Le drame, c'est que si on pousse le concept de consensus au terme de sa logique, il signifie tout simplement que tout espoir de changement est désormais lettre morte. Ceci par le seul fait qu'en intégrant sans rémission possible la contradiction à sa logique existentielle, il réalise un équilibre indestructible. C'est ainsi, si le consensus caractérise effectivement notre type de société d'une manière fondamentale, la situation s'avère irrémédiablement figée. La révolution sociale n'a plus alors qu'à être remise au placard du souvenir. Le désespoir et la résignation deviennent les seules issues de ceux qui s'éveillent à la révolte.

Bien entendu, les choses ne sont heureusement pas aussi simples. Certes, le consensus résultant du rôle insidieux de l'idéologie dominante, est une réalité qu'il serait absurde de nier. De là à en exagérer l'importance il y a cependant un pas. En réalité, de tout temps et dans tout type de société, les tenants du pouvoir se sont appuyés sur un consensus qu'ils n'ont eu de cesse de pousser plus avant pour assurer la pérennité de leur domination. Le consensus que certains découvrent aujourd'hui, n'a donc rien de nouveau et l'on peut même dire qu'il caractérise l'organisation sociale de n'importe quel type de société. A un degré ou à un autre, il existe partout. Même dans la société nazie, Wilhelm Reich l'a parfaitement démontré dans *Psychologie de masse du fascisme*. Aussi, comme l'histoire nous enseigne le caractère dérisoire de l'entreprise de ceux qui se sont attachés à réaliser un consensus sur les bases pourries de l'injustice, de l'exploitation et de l'oppression, il ne faut pas dramatiser l'anesthésie consensuelle. De plus, et c'est quelque chose que l'on a comme par hasard tendance à oublier, si la répression passe aujourd'hui comme une lettre à la poste, c'est aussi et surtout parce que le mouvement ouvrier et le nouveau mouvement social sont en crise. C'est bien connu, un organisme malade a toujours moins bien réagi à l'agression de la maladie qu'un organisme sain.

Alors finalement, de l'offensive du capital, du consensus ou de la crise du mouvement ouvrier, quel est celui des trois qui peut prétendre expliquer la situation actuelle à lui tout seul ou en être l'élément déterminant ? La réponse est claire et nette : aucun. Chacun est élément constitutif de la réalité présente au même titre que les autres, et amplifier le rôle de l'un ou de l'autre, ne peut déboucher à terme que sur une analyse erronée des faits et pire, sur une impasse stratégique, dès lors que l'on envisagerait de changer les choses. C'est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre.

Jean-Marc RAYNAUD

R.F.A.

## STRAUSS ET LES SYNDICATS

« Stoppt Strauss ! » - « Barrez la route à Strauss » - telle est la consigne, popularisée par affiches, autocollants et macarons, qu'a donnée le parti social-démocrate lors des élections au Landtag de Sarre et de Rhénanie-Westphalie, et qui sera sans doute le mot d'ordre pour les élections d'octobre. Strauss : personnalité qui symbolise la droite « musclée », la réaction agressive, le péril sinon fasciste, du moins fascisant ! Cependant l'extrême-droite allemande reproche à Strauss un manque de combativité, d'esprit de décision, et il faut reconnaître que mollement soutenu en maints endroits par le CDU, le « taureau de Bavière » rappelle ces « toros » trop gras et faibles sur pattes, qu'en style de corrida on qualifie d'« aplomado » !

L'extrême-gauche, elle aussi, mène sans répit la campagne anti-Strauss, une campagne qui, logiquement, aboutit - pour barrer la route à Strauss - à voter en octobre prochain pour Schmidt, l'homme de la coalition gouvernementale : est-ce qu'on oublie tout ce qui a été écrit sur la RFA policière, les brutalités des brigades antiterroristes, les « suicides » suspects, les interdictions professionnelles ? Si Strauss arrivait au pouvoir, il aurait à sa disposition les lois adoptées par la coalition SPD-FDP. Strauss ou Schmidt, c'est l'exemple type d'une fausse alternative et c'est bien le cas de crier : Elections, piège à cons !

La Confédération générale des Syndicats allemands - la DGB - est forte de ses 7 700 000 membres. Prend-elle position, au nom de la défense de la démocratie, contre Strauss ? Ou plutôt l'appareil de la DGB, les bonzes dirigeants, ceux qui parlent au nom du troupeau, vont-ils entrer dans la bagarre ? La revue bruxelloise *Pour*, organe de la nouvelle gauche, consacre chaque semaine une page à Strauss et, sous le titre : « Attention ! cet homme est dangereux », publie un reportage en trente épisodes. Dans son numéro du 23 avril, *Pour* s'intéresse à l'attitude adoptée par les syndicats de la DGB vis-à-vis de Strauss et peut titrer l'article : « Strauss intouchable ». On sait que des ouvriers ont été licenciés pour avoir arboré le macaron « Stoppt Strauss » et aussi « perturbé la vie sociale de l'entreprise ». Ces licenciements ont l'approbation de l'appareil syndical : un dirigeant bavarois du Syndicat du Bâtiment déclare « qu'il n'y a aucune place pour un macaron anti-Strauss dans une vie d'entreprise bien ordonnée ». Et Rudolf Sperner, président de la Fédération du Bâtiment, justifie ces licenciements au nom de la « neutralité qui est de mise spécialement en période électorale ». *Pour* reproduit la photocopie d'une circulaire de la DGB (district de Setleswig-Hilstein), datée du 10 mars, concernant « les actions anti-Strauss ». Cette circulaire souligne que les conceptions de la DGB sont incompatibles « avec des actions pour ou contre des partis déterminés, ou contre leurs candidats ». Et la circulaire conclut ainsi : « A certaines initiatives menées contre Strauss sont associés des représentants de l'extrême-gau-

che. Leur but déclaré est la destruction des syndicats. Quiconque s'associe - sous quelque forme que ce soit - en tant que syndicaliste, à ces sortes de groupements partisans du désordre, se comporte d'une manière dommageable pour le syndicat ».

Que les bonzes de la DGB aient fait leur choix entre l'extrême-gauche et Strauss : voilà qui indignait la revue *Pour*. Elle se fait d'autre part l'écho de tractations qui ont eu lieu entre la CDU-CSU et Vetter, le président de la DGB. Il s'agissait de préparer l'après-élection en cas d'une victoire de Strauss et d'arriver à un accord « raisonnable » sauvegardant l'essentiel de la cogestion. Cet accord de « non belligérences au sommet entre Strauss et Vetter » suppose des concessions réciproques et Strauss, qui s'était vanté de pourfendre les syndicats et de briser le monopole syndical de la DGB, a mis une sourdine à ses attaques, ce que lui a vertement reproché l'extrême-droite ! Le rédacteur de *Pour* s'inquiète pour terminer de ce cas limite inquiétant de la collaboration de classes : les dirigeants de la DGB considèrent comme ennemi du syndicat « quiconque conteste l'ordre social existant et le rôle de l'Etat en Allemagne fédérale ».

Comment ? diront les incurables naïfs (dont fait partie la nouvelle gauche), voilà la DGB qui a toujours été comme cul et chemise avec la social-démocratie, voilà Vetter, député social-démocrate au Parlement européen, qui font risette au fascinant Strauss ! Ce qui étonne le plus... c'est l'étonnement des naïfs. Le syndicalisme ouvrier allemand reste rigoureusement fidèle à sa ligne de conduite présente et à son passé, quand la DGB s'appelait l'ADGB. Constitués, lors du congrès d'Halberstadt (1892), en une association centrale, les syndicats « libres » entretiennent, dès le début, des relations étroites avec le parti SPD, et en 1899 le président du Syndicat des Maçons pouvait déclarer : « Le mouvement syndical allemand et la social-démocratie allemande sont une seule et même chose ». Le SPD exerçait un rôle dirigeant qui fut légèrement atténué au congrès du SPD, à Mannheim (1906) et remplacé par « une entente et une coopération mutuelle des deux organisations ». L'ADGB s'était prononcée en 1905 contre toute grève politique et contre la conception de la grève générale révolutionnaire, en opposition au syndicalisme français et italien. En même temps l'initiative du travail syndical devenait de plus en plus le fait d'un appareil bureaucratique, de fonctionnaires syndicaux « ravalant la masse des camarades au rang de masse incapable de juger, pour laquelle on fait de la vertu de discipline, un devoir » (Rosa Luxembourg). Cela s'accompagnait du respect de la légalité et de la soumission à l'Etat. L'appareil syndical, durant la Première Guerre mondiale, se rangea sans discuter au côté de l'empereur, condamnera les grèves spontanées et par la suite la révolte des ouvriers et des soldats en 1918, l'insurrection spartakiste, puis passa au service du gouvernement Ebert-Noske et de la République de Weimar :

toujours s'inclinant devant l'Etat légal, quelle que soit sa forme.

Négligeons - pour l'instant - la cassure 33-45, et nous allons voir que ce réformisme respectueux de l'Etat et de la légalité bourgeoise, caractérise la DGB qui prit après 45 la succession de l'ADGB. Le premier programme fondamental de la DGB (Münich 1949) était cependant assez « radical » : il réclamait le plein emploi, la cogestion non seulement dans toutes les questions de personnel, mais aussi dans la direction et la construction de l'économie, la nationalisation de toutes les industries-clés. Un programme qui apparut trop ambitieux, en raison de l'évolution de la situation politique et de l'adoption en 1959 par le SPD du programme de Goderberg qui abandonnait marxisme et lutte de classes et transformait le SPD en « parti populaire ». La DGB, en 1963, établit un nouveau programme fondamental qui fut un compromis entre les partisans du programme de Munich et les tenants d'un réformisme inconditionnel. Le président du Syndicat du Bâtiment, Leber, voulait éliminer tous les éléments de « lutte de classes » et préconisait la « Sozialpartnerschaft », c'est-à-dire la concertation étroite et confiante entre partenaires sociaux. Le programme de 63 renvoyait les nationalisations aux calendes grecques et donnait pour tâche aux syndicats « de prendre une part active à la construction de l'Etat constitutionnel social et de devenir un facteur décisif d'intégration de la démocratie ». La DGB a collaboré avec les gouvernements Brandt et Schmidt pour obtenir l'extension de la cogestion (qui n'a rien de commun avec la gestion directe ou autogestion) et a poursuivi une politique des tarifs et des conventions annuelles, marquée ces dernières années par un durcissement de l'action ouvrière imposé par la « base » et subi à contre-cœur par l'« appareil ». Mais la DGB n'est jamais entrée en conflit avec l'Etat, le gouvernement et le parlement, n'a eu aucune réaction officielle devant les lois anti-terroristes ou les interdictions professionnelles. A trois reprises - en 54 contre le réarmement de la RFA, en 57 contre l'armement atomique de l'armée, en 62 contre les lois sur l'état d'exception - la DGB adopta (en théorie !) une position contraire à celle du parlement. Mais elle ne s'engagea pas dans l'action, refusa de participer à des « actions incontrôlables » et repoussa toute idée de grève générale. La stratégie de la DGB ? s'incliner devant l'Etat légal qui - comme jadis le Führer - a toujours raison.

Le syndicalisme allemand ne veut en aucun cas s'engager dans une épreuve de force contre l'Etat : d'où son refus de toute grève qu'on pourrait qualifier de politique et à plus forte raison, de la grève générale. On objectera qu'une seule fois dans son histoire le mouvement syndical allemand s'est lancé dans une grève générale victorieuse : en 1920, en trois jours, cette grève vint à bout du putsch de Kapp. Mais il s'agissait là d'un putsch dirigé contre l'Etat légal et l'ADGB venait au secours de cet Etat. Voyons maintenant ce

## informations internationales

### allemagne

**AU LANDTAG DE SARRE** - Depuis 25 ans le CDU est au gouvernement, avec le concours du parti libéral FDP. Si, à l'échelle fédérale, le FDP est allié au parti social-démocrate, en Sarre il collabore avec les chrétiens-démocrates pour barrer la route à la tendance « radicale » du SPD que représente Oscar Lafontaine, président régional du SPD. Les élections au Landtag viennent d'avoir lieu et on remarque que, depuis 75, le nombre des abstentionnistes a augmenté de 5%. C'est précisément le pourcentage de perte du CDU qui passe de 49% à 44%. Le SPD avec 45,4% redevient le parti « le plus fort » (comme en 72). Le FDP avec 7% des voix est en très légère baisse. Les « Verts », bien que n'ayant en Sarre aucune implantation solide, recueillent 2,5% des suffrages.

Conclusion : il est fort probable que la coalition CDU (23 sièges)-FDP (4 sièges) persistera face à l'opposition SPD (24 sièges). La campagne du SPD, axée sur le slogan « Stoppt Strauss ! », a été plus énergique que celle du CDU qui s'est recommandée de Strauss... plutôt mollement ! Quant au numéro du M.L. paraitra, les résultats des élections (11 mai) au Landtag de Rhénanie-Westphalie seront connus et - vu l'importance de ce Land - on pourra juger de la situation des partis et... des chances des « Verts ».

**LES INSOUJIS** - Albert Mayr est, depuis le 10 avril, emprisonné à Bruchsal. Sa demande d'obtention du statut d'objet de conscience avait été refusée par deux instances, et convoqué le 1<sup>er</sup> avril à la caserne de Bruchsal, il avait refusé de s'y rendre. Mayr risque une condamnation de 6 à 8 mois de prison, mais il sera alors réclamé par l'armée pour le service militaire et - comme il refusera - ce sera le cycle infernal des condamnations successives.

A Sarrebrück, le 15 avril, sept objecteurs se sont enchaînés à la fontaine du Marché Saint-Jean, pour attirer l'attention sur les poursuites engagées contre les insoumis, et en particulier contre Spindler emprisonné à Cologne. Une manifestation a eu lieu à Sarrebrück et a réuni 120 participants.

### hollande

**UN COURONNEMENT MOUVEMENTÉ** - On sait que la journée du 30 avril a été marquée à Amsterdam par de vio-

lents affrontements entre la police - à pied et à cheval - et les Kraakers, antimilitaristes et antinucléaires. Quelques images à la télévision française ont donné une idée de la violence de ces combats de rue qui ont fait deux cents blessés (dont heureusement bon nombre de policiers !).

Dès avant le 30 avril, à la mobilisation des Kraakers répondaient les préparatifs d'une police renforcée - le quartier du Dam et celui de la Nouvelle Eglise devaient être interdits et sur les toits des immeubles devait prendre position des tireurs d'élite. Durant la seconde quinzaine d'avril, il n'y eut pas une journée sans incidents et heurts entre Kraakers et brigades mobiles. A Amsterdam, le 17 avril, au cours d'un procès intenté à un Kraaker qui s'était introduit dans une maison vide, il y eut des bagarres dans la salle d'audience et à l'extérieur. Des occupations nouvelles d'immeubles ont eu lieu à Amerfoort et Zwolle. Cependant à Amsterdam la police ne fit pas évacuer un immeuble, en raison de la fausse déclaration du propriétaire prétendant que l'immeuble était loué à une personne hospitalisée... qui ignorait tout de cette prétendue location.

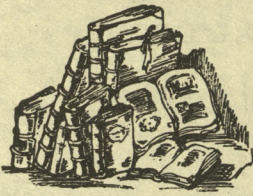
Les Kraakers ont remporté une victoire sur le terrain de la législation. Un projet de loi interdisant l'occupation des maisons vides a été retiré et les occupations existantes seront reconnues légalement. Mais les propriétaires viennent de trouver un moyen de défense : ils font subrepticement mettre le feu aux maisons occupées et les habitants voisins - menacés par de tels incendies - supplient alors les Kraakers de cesser leur occupation. De telles pratiques montrent bien l'acuité de la lutte menée en Hollande pour le logement.

**LE MOUVEMENT ANTIMILITARISTE** - Suite du procès des trois insoumis totaux devant la Haute Cour de Justice militaire de La Haye (voir M.L. du 24 avril). A l'occasion de l'audience du 17 avril, le président de la Haute Cour dut venir en taxi de Gassel à La Haye (160 kilomètres) : sa voiture particulière ne put sortir du garage dont les camarades d'Onkrut avaient « trafiqué » la serrure. A Groningen, Onkrut a bloqué les entrées à un bâtiment militaire pour empêcher l'examen médical des nouvelles recrues. Enfin, comme quatre dragueurs de mines devaient venir parader à Groningen, des camarades d'Onkrut s'enchaînèrent sur un pont, rendant impossible l'ouverture de ce pont pour le passage des dragueurs : il y eut intervention de la brigade mobile, arrestations et violences habituelles.

qui s'est passé en 33. Le 30 janvier, Hitler était légalement désigné comme chancelier et son gouvernement était donc celui de l'Etat constitutionnel. L'ADGB - indifférente à la forme de l'Etat - s'inclina devant Hitler, comme jadis devant Guillaume II. Hitler, ayant proclamé le 1<sup>er</sup> Mai fête nationale, convia les délégués des syndicats à une manifestation grandiose à Tempelhof. Dès le 21 avril, l'ADGB accepte cette invitation, sans la moindre réaction. Et le 2 mai, c'est l'occupation des immeubles des syndicats, l'arrestation de 58 dirigeants syndicaux : en quelques jours, l'ensemble des organisations syndicales se soumet et se fond dans le Front du Travail (DAF).

Les bonzes de l'ADGB étaient tout disposés à s'entendre avec Hitler... et des naïfs s'étonnent

Jean BARRUÉ



Le livre de la semaine  
par  
Maurice JOYEUX

## Jeva de Nazareth

par S. Livrozet  
Livrozet Editions

C'est une vieille histoire ! Elle nous fut contée à partir de multiples variantes par des barbus inspirés, mais il nous fallut un théologien de l'érudition, le révérend père Serge Livrozet pour nous en donner enfin une version provisoirement définitive.

Tout commença par un drame ! La petite Marie qui se promenait, la pauvre, dans les verts pâturages de la Palestine, glissa sur une pomme ! Tout se continua grâce à la curiosité, celle des notables d'un pays fabuleux, perdu dans l'espace, qui se nommaient Codion, et qui décida d'envoyer Jeva, un des siens, s'informar sur une planète minuscule, perdue dans l'infini et secouée périodiquement par un vent de folie. On veut espérer que les sages de Codion furent souvent mieux inspirés ! Et Jeva le missionnaire, va gagner la Terre pour ausculter les insectes qui se démentent à sa surface. Pour mieux comprendre la frénésie de ces bipèdes, il va se réincarner dans le fruit issu de l'étourderie de la petite Marie qui avait négligé de prendre sa pilule, ce qui va lui permettre de refaire le chemin qu'avant lui de nombreux esprits, épuisés par la chaleur, avaient fait. Naturellement, accomplir sa mission à l'aide d'un corps emprunté à un terrien va lui procurer bien du trac. On sait peu de choses sur sa jeunesse, encore qu'un travail acharné de l'auteur ait permis de remplir quelques blancs, que nos évangélistes officiels avaient pieusement passée sous silence, ce qui remplira d'intérêt les classes de quatrième de nos lycées que le catholicisme avait laissées sur leur fait !

Des problèmes politiques qui ressemblent étrangement à la merdaille à laquelle nous assis-

sons dans notre siècle, ayant obligé Jeva à regagner Codion pour défendre les bons contre les mauvais, il y a dans ce récit édifiant une coupure qui recoupe l'Évangile de Mathieu, ce qui identifie naturellement par réciprocity les travaux historiques de ces deux érudits ! Mais rassurez-vous, comme Lagardère, Jeva reviendra. Il va retrouver son corps d'emprunt, singulièrement fortifié et en proie à des mouvements que l'honnêteté m'empêche de qualifier. Mais il va surtout retrouver une population braillarde, turbulente, à qui il faut des miracles, encore des miracles, toujours des miracles, pour se distraire, et Jeva, indigné mais consciencieux, va devoir se mêler à toutes ces pitreries.

Bon, l'histoire et sa fin tragique, vous les connaissez. Je n'en dévoilerai pas les méandres, sinon pour vous dire qu'il dénote chez l'auteur une approche bien particulière des textes que de saints hommes ont triés pour nous convaincre que Marie était un peu pute et Joseph un conard ! Pour ma part, je soupçonne Livrozet d'avoir découvert un évangile apocryphe, ayant échappé par miracle naturellement aux bûchers du Concile de Nicée. Dépêchez-vous d'en prendre connaissance avant que Monsieur Tout-Blanc qui devient envahissant, ne nous réclame des droits d'auteur.

Je me suis bien amusé en lisant Jeva de Nazareth. Mais ne nous y trompons pas, ce livre vous amusera également et vous aidera pendant vos vacances à supporter le supplice du bronzage, mais il vous informera également au cas où vous ignoreriez, que la connerie des hommes est incommensurable !

## L'Art triste ou le Panseur de Maux

Qu'avons-nous à faire de ces « miracles » permanents qu'accomplissent les artistes, tous ceux qui se produisent devant un public, si, à côté d'eux, les travailleurs qui les servent, ont des salaires et des conditions de travail parfois inavouables ?

Opéra de Paris - Octobre-novembre 74 - 1<sup>er</sup> ténor, ouvrage « Les Contes d'Hoffman » - Trois millions par représentation, un million et demi par semaine de répétitions.

Que ne ferait-on pas pour servir ceux que l'on considère comme des « êtres » à part. Ces « monsieurs sacrés » que l'on idolâtre, que l'on regarde avec respect, dont les noms et les photographies trônent sur tous les murs et dans tous les magazines ; en un mot ceux dont nous avons besoin pour continuer à souffrir en PAIX des oppressions multiples qui sont le lot de notre vie de chaque jour !

Proudhon note dans ses carnets une idée des plus audacieuses et des plus autoritaires aussi.

« Une fois que les artistes, les bohèmes et les dandys auront été mis au ban de la société, tout le monde se mettra à la tâche et fera de « l'art pour soi » par plaisir ou par obligation ».

C'est dans un livre très passionnant, intitulé : *L'Esthétique anarchiste*, qu'André Rezler reprend toutes ses pensées et celles de beaucoup d'autres en déclarant que : « Dès que la communauté toute entière se sera engagée dans la voie de la création artistique, l'existence même du grand peintre ou du grand compositeur deviendra un non sens.

C'est en dévalorisant le « grand homme » que Proudhon veut porter atteinte au « mythe du grand artiste », du « fils du soleil ». Ce qui est écrit, était cri !

Michel BRUNET

## Cinéma

### LA VIE DE BRIAN

Après nous avoir donné *Monthery Python*, *Sacré Graal*, ses auteurs et interprètes ont récidivé et sorti récemment *La Vie de Brian*.

*Monthery Python* était une suite de sketches désopilants, préparés pour la télévision anglaise. Il s'agissait d'une satire de la quête moyenâgeuse du roi Arthur et de ses chevaliers, recherchant le Graal.

Dans *La Vie de Brian*, il est encore question d'histoire, et même d'histoire religieuse. Brian est un contemporain du Christ, habitant la Judée, et fils d'un centurion romain.

Un peu par hasard, et aussi par désir de vengeance envers l'occupant romain, Brian se retrouve militant du Front de libération de la Judée. A moins que ce ne soit au Front populaire de Judée ? Aucune importance d'ailleurs qu'il soit de l'un ou de l'autre groupe. Tous deux sont l'objet d'une critique acerbe, de part leur amour du discours passant avant celui de l'action, leur hiérarchie et leur bureaucratisme.

Critique aussi, le film l'est envers le phénomène du messianisme, et celui du culte de la personnalité. A la foule qui le presse de lui délivrer la bonne parole, Brian rétorque que chacun doit se prendre en main et trouver lui-même sa voie. Qu'à cela ne tienne ! Il n'est pas compris. On s'empresse d'interpréter son message de façon dogmatique, de créer des écoles religieuses et d'assassiner les incroyants.

Brian deviendra le martyr des causes justes, qu'elles soient religieuses ou gauchistes.

On le voit, ce film présente beaucoup d'analogies avec la pensée libertaire et sa critique des idéologies figées. Mais il ne faudrait pas oublier de mentionner la performance des acteurs qui tiennent chacun un nombre incroyable de rôles, et cela avec un plaisir évident.

Plaisir dont le spectateur aurait tort de se priver.

COLETTE

## Chronique du spectacle vivant en province

Hubert-Félix Thiéfaine sera à Pithiviers le 17 mai à la Salle des Fêtes.

Venant d'Alençon où plusieurs lecteurs (salut les amis) ont été se faire payer une tournée au bar du Neptune, suivant en cela mes (mauvais) conseils, Jean-Paul Sèvres ira jouer son one-man show *C'est ma tournée* à Toulouse jusqu'au 17 mai au café-théâtre « La Grange aux Belles », 10 rue St. Charles. Lecteurs de Toulouse, faites comme ceux d'Alençon : prenez-le au mot !

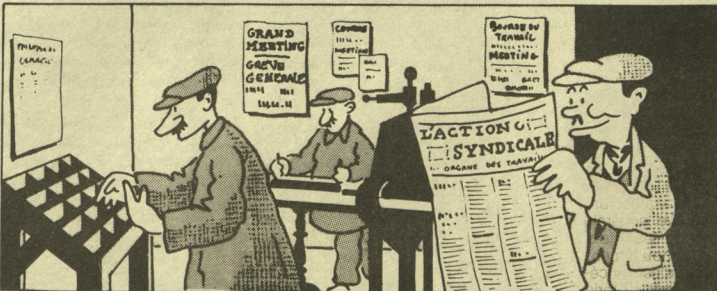
On ne présente plus Jean-Paul Sèvres. Son côté gouailleux et cynique, son délire verbal apparemment loufoque vous entraînera, sans aucun doute, à une réflexion politique profonde.

Jean-Paul Sèvres ou l'art de dire en rigolant et en ricanant des choses très sérieuses.

J.J. JULIEN

## Les aventures épatantes et véridiques de

# Benoît Broutchoux



Mais il venait de se créer à Lens le « Réveil Syndical » hebdo dont la rédaction comprenait des guesdistes, des syndicalistes révolutionnaires, et des anarchos. Benoît en était l'unique permanent, et bien souvent le principal rédacteur. Autant dire que c'est lui qui

donnait le ton. Le premier numéro du Réveil paru le 27 avril 1903. Il devait boire la tasse le 10 janvier 1904 « sous une avalanche de papier timbré », selon le mot de Broutchoux. Qu'à cela ne tienne, il fut illico remplacé par « L'Action Syndicale », le 17 janvier. Ce caneton se bombardait : « Anti-clérical, anti-militariste, anti-



capitaliste, anti-fumiste et grève généraliste ». Fumiste, ça visait les baslycots.

En 1903, Benoît était retourné en cabane pour « tapage nocturne et outrages au juge de paix » tout ça pour un peu de boucan à l'occasion de l'anniversaire de la Commune, que cette andouille de Basly avait interdit de fêter à Lens.

à suivre

Bande dessinée tirée de  
*Les aventures épatantes  
et véridiques de  
Benoît Broutchoux  
par Phil et Callens  
Ed. Le dernier  
Terrain Vague*

En cours de réapprovisionnement

Le dernier livre  
de S. Livrozet

*Jeva de Nazareth*

En vente à  
Publico : 42 F

## Un fédéralisme géographique bâtard, une autogestion tronquée par le maintien des différences économiques de classes Voilà l'héritage que Tito laisse à la classe ouvrière de son pays

Tito est mort ! Par pur esprit de charité, j'allais écrire enfin ! Mais j'ai déjà dit dans notre journal ce que je pensais du maintien en hibernation de tous ces chefs d'Etat qui ont tyrannisé les populations et qui continuent à empoisonner de leurs miasmes l'environnement politique de leur pays. Autrefois lorsqu'un personnage couronné quittait le monde, le peuple faisait des feux de joie, tout en caressant l'espoir déraisonnable que le prochain serait mieux. Aujourd'hui, le peuple se rue autour du sarcophage transformé en mur des lamentations, dans la crainte déraisonnable que le prochain soit pire. Dans les deux cas, le peuple manifeste de la naïveté, de la crainte et de la stupidité, l'exemple nous ayant largement démontré que dans tout chef d'Etat se retrouve la somme des iniquités qui secouent les sociétés depuis la genèse !

Pour un bel enterrement, ce fut un bel enterrement, aurait chanté l'ami Bidasse, s'il n'avait pas laissé ses os à Douaumont, où des chefs d'Etat l'avaient conduit. Ils étaient tous là, à part notre petit Giscard à nous, qui ne peut pas faire comme tout le monde, et qui recevait ses rois nègres pour essayer de leur soutirer à meilleur prix ce qui leur reste de richesses ou d'indépendance économique. Autour du maréchal en route pour sa dernière campagne, on retrouvait tous ceux qui lui avaient fait cortège depuis des lustres. Les bougres, la mine contrite, laissaient errer leurs yeux de-ci, de-là, en évaluant l'héritage.

Au moment où j'écris ce texte, un mauvais plaisant qui lit par-dessus mon épaule, de susurrer qu'après tout, des bombes, il en est dont l'emploi fut moins justifié... Indigné, je me suis naturellement empressé de faire taire ce mauvais esprit ! Heureusement, le récit du gros Léon, le croque-mort de la RTF, nous consolera des misères de ce monde.

Oui, ils étaient tous là, et les vertus du défunt ont été longuement exaltées par des personnages qui l'avaient, au cours de son existence, traîné dans la boue avec une rigueur de pensée exemplaire ! Certains parleront de larmes de crocodiles, d'autres de déjections de pourceaux. Il faut les comprendre, Tito appartenait au Club, et même s'il avait un peu triché avec les uns ou avec les autres, sa politique de non-alignement avait, après la Seconde Guerre mondiale, permis aux uns et aux autres de reprendre haleine afin de préparer des coups juteux dont sa disparition pourrait bien donner le signal. Et c'est justement cette attitude louvoyante qui, pendant quatre-vingts ans, a épousé l'évolution de son siècle, qui confèrera au maréchal une originalité dont l'histoire lui tiendra compte !

Tito est né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, qui fut le siècle du romantisme révolutionnaire, il est mort à la fin du 20<sup>e</sup>, qui est celui de l'effondrement des espoirs mis dans le socialisme d'Etat, qui a repris à son compte l'exploitation ancestrale des populations. Pendant quatre-vingts ans, sa destinée va suivre cette dégradation de l'esprit socialiste et il va s'adapter à cette évolution avec la sûre astuce d'un paysan croate ! Sa jeunesse est classique ! Le mouvement ouvrier, la guerre, la révolution, le bolchévisme, la prison, les honneurs ! Une carrière semblable, dans sa première partie, à celles de nombreux révolutionnaires séduits par Lénine et qui firent leurs classes au lendemain de la Première Guerre mondiale dans les bureaux du Komintern, sous la direction d'un « héros » de la révolution. Pour Tito, ce fut Dimitrov, le Bulgare ! Pourtant, peu de ses condisciples qui se forgèrent une âme à Moscou, survivront, et c'est bien là ce qui constitue

son originalité ! Avant la dernière guerre mondiale, il est un stalinien convaincu, mais qui a déjà la baraka ! Militant clandestin en Yougoslavie, emprisonné, puis réfugié en France, ce n'est que sur le tard, en 1938, qu'il conduira des volontaires en Espagne où sa présence sera discrète, échappant ainsi au piège où périront Rajk, Stansky, Xoxe et quelques autres, qui paieront cher les lauriers glanés de l'autre côté des Pyrénées, ce qui indisposera Staline.

On connaît le rôle joué par Tito pendant la Seconde Guerre mondiale. Placé par l'histoire au cœur de ces Balkans qui excitent la convoitise de tous les peuples du Nord, en marche vers les mers chaudes, c'est au cours de la lutte qui l'opposera aux troupes hitlériennes qu'il va construire sa stature. Il est le seul de tous les chefs communistes qu'à la Libération Staline imposera aux populations, à avoir participé réellement à la lutte révolutionnaire. Il fut naturellement servi dans ce combat par la configuration de son pays extrêmement montagneux et par la proximité de l'Italie et de la Grèce, occupées par les armées américaines dès 1943. A la fin de la guerre, il sera l'unique dirigeant communiste que les Russes n'auront pas ramené dans leur fourgon, et il en tirera un prestige immense. Cependant, que l'on ne s'y trompe pas, l'homme est marqué par le Komintern, il a déjà du sang sur les mains et ceux qui prétendent faire bande à part, finiront mal. C'est un stalinien convaincu et à l'échelle de sa région plus stalinien que nature. Staline qui ne veut pas se laisser prendre son rôle, le rappellera plusieurs fois à l'ordre ! Et c'est bien avant que Tito envisage de fédérer les Etats socialistes des Balkans, que naîtra entre ces deux hommes cette haine qui faillit embraser le monde.

A l'origine de la rupture entre Tito et Staline, il y a le projet de Tito d'une fédération des Etats socialistes des Balkans, projet encouragé par Dimitrov qui est son ami. Seul, il peut prendre la tête d'une telle confédération. Staline, et également ses voisins vont prendre ombre de ces projets qualifiés d'« impérialistes » et ils dénoncent cette tentative d'hégémonie comme une résurgence de l'hitlérisme ! Il faut bien convenir que les avertissements qui dirigent alors le mouvement communiste international, sont sans nuance ! A Moscou où il a refusé de se rendre, Tito est condamné sans appel. Il refuse de faire amende honorable et c'est la rupture ! En réalité, on parlera peu du projet fédératif de Tito. Pour lui comme pour ceux qui, avant lui, avaient tenté de rassembler ces peuples épars, il s'agissait d'écartier de la région les Slaves russes protecteurs intéressés à étendre leur influence jusqu'au Danube et de former un bloc solide pour négocier avec l'Allemagne et l'Autriche, dont les Balkans sont le grenier à grain. Et si Staline et ses acolytes s'évertuèrent à inventer, pour condamner Tito, d'obscur projets « déviationnistes » relevant de la théologie marxiste (qui en a bien vu d'autres), ce fut naturellement pour jeter un voile pudique sur un projet de fédération balkanique susceptible de faire contrepoids à l'empire russe de Staline et à une éventuelle entente des peuples germaniques du centre de l'Europe.

La rupture entre Tito et Staline va provoquer de la curiosité parmi les populations et de l'espoir parmi les groupes révolutionnaires. Agrippés à leur volant, à bord de leur 2 CV, chargés jusqu'à la gueule, les travailleurs de notre pays vont envahir la Yougoslavie dont les dirigeants viennent d'ouvrir les frontières. Chacun veut voir ce pays socialiste qui vient de

défier l'immense Russie. Pas seulement les travailleurs des pays capitalistes, mais également ceux des pays socialistes voisins viennent respirer l'air pur de la liberté sur les bords de l'Adriatique. Et effectivement, pour l'homme qui passe, pour le touriste dorloté, il règne une certaine liberté en Yougoslavie, devenue le carrefour de tous les peuples d'Europe. Pour ma part, je me souviens de débats passionnés sur la côte de Dalmatie entre les ouvriers hongrois, bulgares, roumains, yougoslaves, italiens, français, et peut-être qu'un peu de cette liberté qui s'étendra plus tard à Prague, fut-elle respirée au cours de ces chaudes soirées de discussions ? Et pour les populations européennes, la rupture entre Tito et Staline, ce fut d'abord ça, un dialogue avec des hommes qui vivaient de l'autre côté du rideau de fer, avec lesquels nous pouvions enfin parler, en terrain neutre, et pour ma part, je resterais en contact et j'accueillerais plus tard à Paris un ouvrier hongrois que j'avais connu à Debrovnik.

Mais si la situation nouvelle de la Yougoslavie souleva une curiosité universelle parmi la population européenne, elle déclencha parmi les groupes d'extrême-gauche un enthousiasme que la suite ne justifia pas ! En France, le parti communiste, un des plus stalinien d'Europe, était dirigé par Thorez. Ce personnage falot et surfait n'avait participé ni à la guerre d'Espagne ni à la lutte contre Hitler, et il partageait l'opinion de Staline sur les « aventuriers du socialisme ». La condamnation du titisme par le parti communiste français fut sans bavure. Pour toutes ces raisons, mais peut-être aussi par auto-défense, la Ligue des Communistes, le parti de Tito en lutte contre le Kominform, va partout en Europe pratiquer une politique de soutien active de toutes les organisations socialistes révolutionnaires, syndicalistes révolutionnaires, trotskistes ou d'extrême-gauche, anti-staliniennes par nature. En dehors de la Fédération Anarchiste, il va sans dire ! Cet appui se traduit dans notre pays par une floraison de journaux socialistes ou syndicalistes dont les promoteurs passaient chaque fin de mois toucher leur chèque à l'ambassade. Habitude qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours... et je sais de quoi je parle !

Une image de marque est créée autour de Tito, le libéral, qui fait oublier le stalinien qui continuera, pour appliquer la « nouvelle ligne », les méthodes apprises à Moscou et qui ont fait leurs preuves.

Sa situation stabilisée, Tito, soutenu discrètement par le bloc occidental, va affiner sa silhouette de défenseur de l'indépendance et du non-alignement. Tout cela est connu, la presse en a longuement parlé, je n'y reviendrai pas. Mais en dehors des éloges que lui ont prodigués ses laudateurs, il nous reste à essayer de cerner ce personnage complexe.

Ce qui, tout d'abord, étonne, c'est la conformité de son existence avec l'évolution des sociétés capitalistes ou socialistes avec lesquelles il est confronté. Il colle au terrain, suit et parfois devance l'événement avec les risques que cela comporte.

Dans sa jeunesse, il sera communiste-léniniste, puis, après avoir fait ses classes à Moscou, il deviendra stalinien. Cependant, c'est en Yougoslavie, parmi les résistants au pouvoir royal, qu'il va se faire connaître. Il a bien compris les difficultés et les ressources d'un fédéralisme géographique, de langues, de religions, et à défaut de pouvoir rassembler les peuples des Balkans asservis par Staline et par

ses successeurs, il rassemblera solidement les nationalités qui forment la Yougoslavie moderne. Curieusement, malgré cette réussite, il ne fera pas école et ses amis arabes ne le suivront pas dans cette voie, qu'il a ouverte et qui restera la partie la plus solide de son œuvre. Il sera dans le prolongement de ce fédéralisme des nations, un des créateurs de l'organisation des non-alignés, organisme qui restera une vue de l'esprit et qui servira surtout aux Etats-membres à faire de la surenchère, à faire monter les prix auprès des deux grands impérialismes qui sollicitent leur alliance « ouverte ou camouflée ». Car le sieur Castro, un non-aligné...(!), faut pas nous prendre pour des imbéciles !

Enfin, reste l'autogestion ! L'autogestion en Yougoslavie est comme son fédéralisme géographique, un compromis entre un centralisme traditionnel et les aspirations des peuples, des religions, des cultures différentes. Et le fédéralisme et l'autogestion, instaurés par Tito, et qui laissent en place les différences économiques de classes et favorisent ce que Djilas appelait les nouvelles classes, vont couvrir ainsi toutes ces particularités qui font de la Yougoslavie un défi à la logique des civilisations bâties sur l'unité. Il est certain que l'autogestion à la mode yougoslave compense les différenciations non seulement de classes, mais également entre les régions, par un respect des particularités qui flatte les traditions établies par trois religions différentes et par une mosaïque de peuples issus du monde oriental ou du monde occidental. La réussite mitigée du projet d'autogestion à la mode yougoslave relève de la modération des projets économiques du régime qui a su échapper à ce gigantisme économique axé sur le développement de l'industrie lourde qui a court-circuité l'évolution de la Chine de Mao et freiné le développement des démocraties populaires.

Même si elle n'existe pas vraiment, cette doctrine titiste, et si la démarche du maréchal fut conduite par un marxisme mou et édulcoré, corrigé par une vue réaliste de la conjoncture, on peut penser que le fédéralisme géographique comme cette autogestion qui conserve les différences de classes, pourraient bien constituer une ligne de repli pour les Etats capitalistes, étouffés par le centralisme jacobin et dont les secousses régionales produisent un état de fièvre dangereuse, mettant en danger tout le système. Et sur le fond, il ne faudrait pas gratter beaucoup pour retrouver dans la société yougoslave la pensée et les réflexions de Tocqueville, traçant une esquisse de la société américaine à sa naissance. Car le fédéralisme géographique et économique peut conduire dans deux voies ! La première, c'est l'harmonisation d'une société à laquelle le fédéralisme et l'autogestion laissent le temps de se fondre, tout en conservant ses différenciations de classes ; la seconde, c'est la révolution à partir d'un fédéralisme et d'une autogestion qui ont supprimé les différenciations économiques de classes et les hiérarchies de comportement !

Et Tito, au cours de son existence, sera passé par toutes ces nuances du socialisme à partir du romantisme en opposant au socialisme jacobin et centralisateur, un socialisme fédératif et une autogestion qui aura avec le premier un seul point commun, c'est de conserver les hiérarchies et les classes et de constituer par conséquent une forme plus moderne pour continuer, en se servant du socialisme, à exploiter les classes travailleuses.

Maurice JOYEUX